

- Maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres.
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme.
- Progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

b) Les indicateurs de performance pour les décaissements à utiliser pour les tranches variables (TV) peuvent se concentrer sur les priorités politiques suivantes: (i) la politique pharmaceutique nationale, (ii) l'assurance maladie volontaire, (iii) le plan national de développement du système éducatif (iv) la réforme de la chaîne du livre (v) la gestion des finances publiques et de la fonction publique.

c) Modifications

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Toutefois, dans des cas dûment justifiés, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir de modifications des indicateurs ou de révisions à la hausse ou à la baisse des objectifs. Ces modifications sont autorisées par écrit ex ante, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsque des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes ont rendu l'indicateur ou la cible non pertinent et ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ces cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable la même année, soit être transféré à la tranche variable suivante l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3. Détails de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. Le crédit des transferts en euros décaissés en Ouguiyas (MRU) sera effectué aux taux de change appropriés conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

La modalité proposée sera le Contrat de Performance de Réforme Sectorielle (CPRS) qui vise à soutenir des réformes dans le domaine du développement humain et à améliorer la fourniture de services dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Les tranches fixes seront de l'ordre de 30 % chaque année et 70 % en tranches variables liées à des indicateurs de performances/résultats. Outre l'amélioration de la gestion des finances publiques qui figurera dans les conditions générales et/ou indicateur, des indicateurs viseront la santé et ensuite l'éducation.

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁷.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

Subvention en appui à la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire

Les objectifs et le type d'actions éligibles au financement ainsi que les résultats escomptés sont les objectifs, résultats et actions prévues pour la composante 1 santé à la section 3.1 et 3.2.

a) Objet de la subvention

⁷ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prime.